

## CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE D'ASSON

### Séance du 29 août 2024

-----

Date de convocation : 24 août 2024

Nombre de Conseillers en exercice : 19

Présents : 15 Procurations : 2 Votants : 17

L'an deux mille vingt-quatre, le 29 août à 20h30, le Conseil Municipal de la Commune d'Asson, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Marc CANTON

**PRÉSENTS** : Marc CANTON, Alexandre LARRUHAT, Marie-Françoise CAPELANI, Antoine CUYAUBERE, Audrey VANHOOREN, Jean-Marc DOURAU, Michel LAUVAUX, Guy LABARRERE, Christian CLAVARET, Olivier CHARRET, Isabelle MONTIN, Claire PEAUDECERF-BADET, Patrick MOURA, Michel AURIGNAC, Corinne PANATIER

**ABSENTS** : Francine BOURDA, Edith GRAVELEAU

**EXCUSÉS** : Bérénice DABAN, Frédéric TABONE

**PROCURATIONS** : Bérénice DABAN à Marie-Françoise CAPELANI, Frédéric TABONE à Christian CLAVARET

**Secrétaire de séance** : Marie-Françoise CAPELANI

### **DÉLIBÉRATION N° 2024-31 : Création d'un emploi non permanent à temps non complet (20/35<sup>ème</sup>) pour accroissement temporaire d'activité**

Le Maire rappelle à l'assemblée que, conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Les collectivités locales peuvent ainsi recruter des agents contractuels sur des emplois non permanents sur la base de l'article 3, 1° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, afin de faire face à un accroissement temporaire d'activité.

Ces emplois non permanents ne peuvent excéder 12 mois pendant une même période de 18 mois consécutifs.

Compte-tenu des besoins en matière d'entretien des bâtiments pour l'année scolaire 2024-2025 (école, mairie et autres bâtiments communaux), il convient de créer un emploi non permanent d'adjoint technique à temps non complet dont la durée hebdomadaire de service sera de 20/35<sup>ème</sup> annualisée pour un accroissement temporaire d'activité dans les conditions prévues à l'article 3 de la loi n° 84-53 précitée.

Le Maire propose à l'assemblée le recrutement, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2024, d'un agent contractuel dans le grade d'Adjoint technique territorial relevant de la catégorie hiérarchique C pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité pour une période de 12 mois allant du 1<sup>er</sup> septembre 2024 au 31 août 2025.

Cet agent assurera des fonctions d'agent d'entretien polyvalent à temps non complet pour assurer les missions de nettoyage et d'entretien des locaux municipaux (école, mairie, cabinet médecin et infirmier, cabinet kiné, salle de sports...). L'agent pourra être amené à assurer des remplacements en garderie ou à la cantine en cas de besoins ponctuels (avec paiement des heures complémentaires le cas échéant)

La rémunération de l'agent sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade du grade d'adjoint d'animation territorial (IB 367 / IM 366) de la fonction publique.

En outre, la rémunération comprendrait, les primes et indemnités prévues pour le cadre d'emplois correspondant aux fonctions assurées telles que fixées pour les fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des adjoints d'animation par délibération du Conseil Municipal en 4 avril 2023.

Monsieur le Maire est chargé de recruter l'agent contractuel affecté à ce poste et de signer un contrat de travail en application de l'article 3, 1<sup>o</sup> de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment les articles 34 et 3, 1<sup>o</sup> ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

**DÉCIDE** d'adopter la proposition du Maire de création d'un emploi non permanent pour un accroissement temporaire d'activité d'agent technique à temps non complet de 20/35ème, pour la période du 1<sup>er</sup> septembre 2024 au 31 août 2025.

**PRÉCISE** que cet emploi sera doté de la rémunération correspondant à l'indice brut 367 (majoré 366) de la fonction publique, que les crédits suffisants sont prévus au budget de l'exercice.

**AUTORISE** le Maire à signer tout document relatif à ce dossier

VOTE

POUR	17
CONTRE	
ABSTENTION	

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an ci-dessus

Pour copie conforme,

Le Maire

